



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

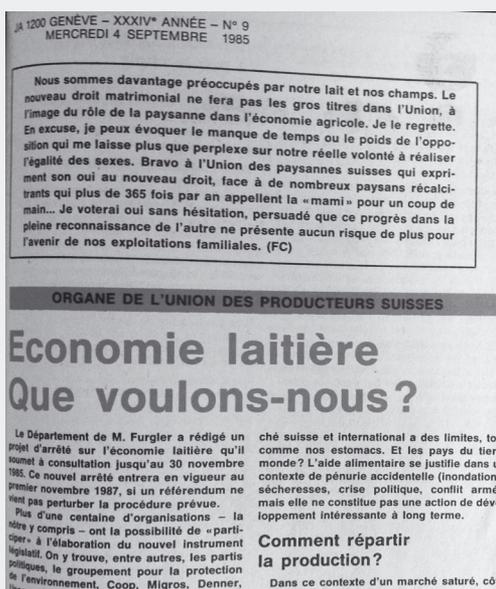
Garder confiance en notre potentiel

Ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain

En ces temps difficiles, il n'est pas rare que nous rencontrions des collègues qui doutent de certaines revendications émises par Uniterre. Qui se demandent si Uniterre ne va pas un peu trop loin ou s'il ne faudrait pas être un peu plus pragmatiques... ces questions sont bien sûr légitimes et somme toute assez logiques dans le contexte actuel.

Pourtant, nous aimerions rassurer à plus d'un titre nos membres. Premièrement, comme le dit si bien le dicton, nul n'est prophète en son pays. Ainsi, nombre de nos positionnements ont été repris partiellement ou entièrement quelques années après par d'autres organisations ou par des instances officielles. Nous étions les premiers à nous élever contre le Cassis de Dijon en 2006, nous avons été rejoints par les consommateurs, l'USP et par plusieurs partis politiques. Nous avons, avec nos collègues de La Via Campesina, développé le concept de souveraineté alimentaire il y a maintenant 20 ans. C'est une thématique aujourd'hui quotidienne. L'initiative est à ce sujet un excellent moyen de se remonter le moral. Allez dans la rue, au contact des citoyens, des citoyens pour faire quelques signatures. Vous aurez de nombreuses gratifications de la part de la population soucieuse de son alimentation et attachée à son agriculture. Quelque fois, il fait bon sortir du milieu paysan pour tester sa côte de popularité et se redonner confiance. Entre nous, nous avons tendance à broyer du noir alors qu'à quelques mètres, nous avons quelques millions de personnes prêtes à nous soutenir.

Quand nous avons dénoncé à plusieurs reprises les subventions à l'exportation comme un outil néfaste pour nos collègues d'autres régions comme pour nous car d'une certaine manière, elles nous épargnent de la nécessité de gérer les quantités et entre-



tiennent ainsi une surproduction structurelle qui fait pression sur nos prix, nous avons été conspués. Aujourd'hui, tout le monde s'accorde à dire que ces montants doivent être réalloués sous une autre forme au soutien à l'agriculture indigène et un groupe de travail planche sur le sujet.

Quand nous avons, il y a 6 ou 7 ans, proposé des systèmes de gestion des quantités équitables entre tous les paysans pour éviter de stigmatiser les uns ou les autres, beaucoup nous ont raillé. Pourtant, c'est la même forme de gestion qui est proposée par près de 100'000 producteurs de lait sur le plan européen.

Comme le disait un paysan, il ne faut pas craindre quelque fois d'être taxés d'utopistes. Car le monde s'est amélioré que par les contributions de femmes et d'hommes de ce tempérament, qui ont un jour cru qu'il



est possible d'imaginer un monde autrement.

Assurément, Uniterre est une organisation progressiste qui peut parfois paraître un brin idéaliste. Mais rarement, l'histoire lui a donné tort. Souvenons-nous en, en ces périodes de doutes où il est quelque fois pesant de se retrouver parmi la «minorité».

S'il est possible de discuter des étapes à franchir pour atteindre un but et de la stratégie à suivre pour y parvenir, il serait par contre hasardeux de remettre en question des revendications si fortement ancrées dans l'ADN d'Uniterre dans le seul but de faire partie de la majorité. La paysannerie et la population en Suisse ont besoin d'Uniterre comme le monde a besoin d'EMB ou de La Via Campesina. Pour nous en convaincre, si cela était encore nécessaire, franchissons la porte de nos fermes.



Lait

Renoncement volontaire

Page 1



Libre-échange

Colza et lait en péril

Page 3



Initiative

Des solutions concrètes

Pages 4-5



Agroécologie

Partages

Pages 6-7

LAIT

Pour un renoncement volontaire des livraisons



Claude Demierre, délégué d'Uniterre à l'AG d'EMB en Italie.

Décidément, le calme semble ne pas devoir revenir en Europe. Depuis des mois, les producteurs de lait descendent dans la rue en organisant des manifestations fortes dans de nombreux Etats de l'UE pour atteindre le même objectif. Quel que soit leur pays d'origine, ils exigent que l'on mette un terme à cette politique de l'UE qui est, actuellement, responsable de l'effondrement de la production de lait dans de nombreuses régions. Des productrices et producteurs de lait de plus de dix pays européens se sont donné rendez-vous à Montichiari, en Italie, pour se consulter en vue d'une démarche commune pour faire face à cette politique. Lors de l'assemblée générale de l'European Milk Board (EMB), il est apparu clairement que les manifestations allaient continuer. En effet, tant que les hommes politiques continuent de jouer la carte d'une extension de la production, et ce bien que la demande à l'échelle mondiale soit incapable de suivre ce rythme, les prix du lait demeureront

en-deça du minimum vital. *«Il est clair que de nombreux hommes politiques se féliciteraient si nous nous contentions de rester des témoins muets alors même que des centaines de milliers de fermes laitières sont appelées à disparaître dans l'indifférence en l'espace de quelques années»,* déclare le président de l'EMB, Romuald Schaber, pour expliquer le contexte. *«Mais ces fermes produisent des denrées alimentaires saines, elles procurent des emplois, elles font vivre des régions rurales et elles empêchent leur hémorragie. Ce faisant, elles apportent une contribution considérable en faveur de la société. Et, en dernier ressort aussi, elles sont le sens même de notre vie».*

Pour prendre la mesure du problème des excédents de production à l'échelle de l'UE, les producteurs de lait européens exigent donc que l'on parle avec une seule voix, que l'on cesse de faire augmenter les volumes de production et que l'on puisse les réduire légèrement en périodes de crise – en conformité avec la baisse de la demande. Ceci peut s'effectuer, par exemple, par le biais d'un renoncement volontaire à une partie des livraisons, une mesure que préconise aussi le Programme de responsabilisation face au marché (PRM) de l'EMB. En de nombreux endroits, on obtient la confirmation que ce PRM est, actuellement, le seul et unique concept sérieux pour le marché du lait.

Les coûts de production du lait en Italie

Il suffit de consulter les données relatives au secteur du lait pour pou-

voir se rendre compte à quel point la situation est problématique. A l'occasion de l'assemblée générale de l'EMB, une étude d'actualité réalisée par le Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft (BAL, Bureau pour la sociologie agricole et de l'agriculture) au sujet des coûts de production en Italie a été publiée. Pour l'année 2014, cette étude dont il a été passé commande conjointement par le regroupement de producteurs italiens «Associazione Produttori Latte della Pianura Padana» (APL) et qui reprend à son compte des données officielles diffusées par l'UE, les coûts sont en moyenne de 42,61 cents par kilogramme de lait. Si l'on déduit de cette somme, les subventions versées par l'UE, on obtient un montant de 38,92 cents. Alors que, durant l'année de prix record 2014, l'on a encore obtenu un prix du lait de 39,64 centimes – depuis des mois, en revanche, les prix ne cessent de s'effondrer et tournent actuellement aux alentours de 34,49 cents. Par conséquent, à l'instar de leurs collègues d'autres pays, les exploitations italiennes fonctionnent à un niveau qui ne leur permet pas de couvrir leurs coûts avec toutes les conséquences négatives que cela peut avoir pour la poursuite de la production.

La courbe d'évolution des coûts est indiquée par ce que l'on appelle le Milk Marker Index (MMI, indicateur du marché laitier), en vertu duquel les coûts ont été fixés à 100 pour l'année de référence 2010. Pour l'année 2014, ce MMI fait état d'une valeur de 125 – ce qui équivaut à une augmentation des coûts de 25 pour cent depuis l'année 2010.

Après l'Allemagne, la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark, avec l'Italie, c'est maintenant un autre pays qui se trouve sous les feux des projecteurs dans la série d'études sur les coûts. Pour ses calculs, celle-ci intègre un revenu pour le chef de l'exploitation et pour les membres de sa famille travaillant à l'exploitation, lequel revenu s'orient sur les conventions collectives en vigueur. Les études sont donc tout à fait conformes à l'article 39 TFUE. En effet, cet article considère la garantie d'un revenu approprié pour les moyens de subsistance pour les populations agricoles comme un objectif important de la politique agricole commune de l'UE.

Informations techniques

L'étude sur les coûts commandée conjointement par EMB et APL auprès du «Bureau pour la sociologie agricole et l'agriculture» calcule les coûts de production du lait à l'échelle de toute l'Italie. Elle s'appuie, d'une part, sur les données du Réseau d'information pour les comptabilités agricoles de la Commission européenne (RICA) et, d'autre part, pour les actualiser, met à profit les indices de prix pour les consommables agricoles comme le fourrage, les engrais, les semences et l'énergie, indices fournis par Eurostat, et tient compte d'un paramètre de revenu qui calcule la charge de travail des chefs d'exploitation agricole et de la main-d'œuvre familiale.

EMB

L'OFAG dévoile la fraude de la segmentation

Le marché de lait suisse est complètement opaque et –pour une personne extérieure– complètement incompréhensible. Mais maintenant, le bulletin du marché sur le lait et les produits laitiers publié par l'OFAG confirme ce que nous pensions depuis longtemps: la segmentation, n'est qu'une fraude énorme!

L'IP Lait avait clairement défini le lait attribuable à chaque segment (cf. www.ip-lait.ch/fr). Ainsi donc, la part de lait bon marché des segments B et C devrait augmenter lorsqu'il y a plus de lait sur le marché. C'est de la pure logique, puisque le segment A (p. ex. le lait de consommation) est protégé et donc d'une quantité constante. Pourtant, les statistiques de l'OFAG indiquent le contraire: pendant l'année de crise 2015, la segmentation du lait s'est faite de la

manière suivante: en avril, il y avait 82'000t dans le segment A, 9'000t dans le segment B et 4'000 t dans le segment C pour un volume total de 95'000t. En juillet, il n'y avait plus que 64'000t dans le segment A, 13'000t dans le segment B et zéro dans le segment C pour un total de 77'000t. Dans cette période, le prix directeur pour le lait A est resté inchangé.

Où est la logique du marché?

Donc, la question se pose: pourquoi, avec la forte demande du mois de juillet (canicule=glaces) et la diminution marquée de l'offre, la quantité du segment A a-t-elle reculé de 20% et celle du segment B augmenté? Où est la logique du marché? Où est le jeu de l'offre et de la demande?

La comparaison de ces chiffres avec ceux des années précédentes est encore pire: en juillet 2013, une année de surproduction, seulement 10% du volume total passait dans le segment B; en juillet 2014, alors que le marché était équilibré, la part du segment B est montée à 15%; en juillet 2015, alors que l'offre n'arrive pas à suivre la demande, la part du segment B a atteint 20%! Ceux qui continuent à ignorer que ce système sert à escroquer les producteurs de lait doivent être aveugles ou alors ils ne connaissent rien aux calculs!

Le manque de contrôles profite à l'industrie

La segmentation «flexible» explique pourquoi les paysans reçoivent toujours un prix beaucoup trop bas, malgré le prix directeur inchangé et malgré la diminution de l'offre. C'est tellement simple:

les acheteurs et les transformateurs de lait font passer une plus grande part du lait dans le segment B et comme il n'y a aucun contrôle sérieux, ils s'en sortent plutôt bien. Ceux qui sont à bout de souffle, ce sont les paysans.

Mais l'IP Lait continue à faire semblant de rien, soutenue dans cette stratégie par l'OFAG, qui préfère calculer la volatilité des prix, l'indiquer avec un coefficient de variation et se lancer dans des pronostiques de tendances pour détourner l'attention des chiffres importants. Ainsi, plus personne ne regarde l'évolution des prix... sauf BIG-M!

Salutations combattives,
BIG-M

LIBRE-ECHANGE

Le colza va-t-il se noyer sous l'huile de palme de Malaisie?

Le colza, culture emblématique dans notre pays, est menacé. Notre gouvernement négocie d'un bon train un accord de libre-échange avec la Malaisie. Or, ce pays du sud-est asiatique -grand producteur d'huile de palme- n'a fait qu'augmenter ses exportations vers la Suisse ces dernières années.



Plantation d'huile de palme au centre de Bornéo, photo Jay Ullal/Rettet den Regenwald e.V.

Est-ce un combat de David contre Goliath? Pourtant les arguments qui permettraient de stopper cet accord de libre-échange qui met en péril notre production indigène sont nombreux. L'huile de colza est réputée pour sa qualité nutritionnelle ce qui n'est de loin pas le cas de l'huile de palme. Deuxièmement le colza est parfaitement intégré à la rotation des cultures sous nos contrées et sa disparition pourrait clairement créer un déséquilibre; contrairement, les plantations de palmiers à huile en Malaisie se font au détriment de l'agriculture paysanne. Ce sont d'immenses étendues cultivées sur les terres paysannes et les forêts tropicales qui portent préjudice à la biodiversité végétale et animale et provoquent des conséquences sociales dramatiques. A la concurrence directe pour

le colza s'ajoute le conflit avec le beurre. Alors que nous avons régulièrement de la peine à écouler nos matières grasses animales et que l'industrie substitue le beurre par de l'huile de palme pour des raisons économiques et pratiques, nous ne ferions qu'aggraver la situation et pousser, par ricochet, à l'exportation à bas prix du beurre suisse... vers la Malaisie?

Un label douteux

La Suisse, qui souhaite ratifier cet accord pour pénétrer le marché malaisien des services (assurances, finances, etc) et des brevets essaie de négocier que l'huile de palme importée soit labellisée RSPO (table ronde pour l'huile de palme responsable). Mais nombres d'organisations, dont fait partie Uniterre,

ne croient pas à ces labels portés par le WWF et les multinationales qui n'ont pas grand chose de sérieux et s'apparentent plutôt à du greenwashing (un coup de peinture verte sur en commerce débridé). Les organisations paysannes de La Via Campesina d'Amérique latine et du Sud-est asiatique ont dénoncé à maintes reprises ces labels comme étant un cheval de troie des multinationales pour accaparer les terres valorisées jusqu'alors par l'agriculture paysanne. Seules les grosses sociétés arrivent à se faire certifier, les petits paysans étant ainsi boutés hors du marché et expulsés de leurs terres. Par ailleurs cette norme totalement privée échappe au contrôle étatique.

Débat indispensable

Pour notre colza, pour notre santé alimentaire comme pour la défense de nos collègues dans ces régions, nous devrions agir contre cet accord. En Suisse, une coalition large telle que celle mise en place en 2008 contre les agrocarburants serait un préalable nécessaire pour convaincre le Parlement de renoncer à cet accord néfaste qui pourrait, sans réaction de notre part, aboutir en 2016 déjà. Cette coalition pourrait ainsi servir de plateforme de lobby auprès du nouveau parlement fédéral né des dernières votations. A ce propos une interpellation de Maya Graf (Verts, BL) au printemps 2015 sur ce dossier a déjà été traitée par le Conseil fédéral. Dans sa réponse, il est décevant de constater que la coopération du SECO se concentre essentiellement

sur l'appui aux petits producteurs pour être certifiés RSPO alors qu'il serait judicieux d'encourager plutôt une agriculture paysanne nourricière à destination des populations locales. Elle a été suivie par une question de Urs Schläfli (PDC; SO) au Conseil fédéral en septembre 2015 relevant les critiques quant à la fiabilité du label RSPO et à la corruption.

Côté statistiques

Selon l'Office fédéral des douanes, ces cinq dernières années, les importations totales d'huile de palme provenant de Malaisie sont passées de 11% à 46%. Elle a multiplié par quatre la quantité qu'elle exporte vers la Suisse. Elle est maintenant le premier importateur avec 6.6 Millions de tonnes sur le seul 1^{er} semestre 2015... A noter que l'Allemagne exporte vers la Suisse plus d'huile de palme que l'Indonésie (1.3 millions de tonnes contre 0.5 millions de tonnes) et fait ainsi partie du quatuor de tête...

Assurément, ce dossier nous occupera ces prochains mois. Une occasion pour les associations paysannes, de consommateurs, de développement, de protection de l'environnement et de la santé de faire front commun. Uniterre y travaille.

Valentina Hemmeler Maïga

L'organisation «Sauvons les forêts tropicales» a lancé une pétition en ligne contre cet accord:

<https://www.regenwald.org/aktion/1020/schweiz-verhindert-den-freihandel-mit-palmoel>

Ouverture de la ligne blanche...

En 2013, PSL avait commandé une étude à la haute école d'agronomie de Zollikofen sur le dossier de la libéralisation du marché laitier avec l'Europe. Les résultats de l'étude étaient très pessimistes quant aux chances de l'agriculture familiale suisse. Le gouvernement suisse a également présenté un rapport en mai 2014, suite à une motion datant de janvier 2013, qui arrivait à la conclusion qu'une ouverture de marché entraînerait une perte de revenus de 26% pour les producteurs de lait, notamment en plaine. PSL a contesté ces chiffres en estimant qu'ils étaient trop optimistes.

Mais c'est sans compter la volonté de certains au Parlement de vouloir libéraliser ce secteur. Un postulat a alors été présenté pour explorer plusieurs pistes comme une variante de

libéralisation graduelle ou une union douanière. L'objectif de ce postulat était de viser à améliorer la situation des producteurs de lait ou disons de trouver l'option libéraliste la moins pire possible.

Selon Schneider Ammann «il ne s'agit pas à ce stade de prendre des décisions dans un sens ou dans l'autre mais d'avoir une vue d'ensemble et de se préparer à une éventuelle pression de l'Union européenne». Vu la situation laitière dans l'UE nous pouvons douter qu'elle ait réellement envie de discuter avec la Suisse. Sachant que notre Ministre est un fervent supporter du libre-échange il est à craindre qu'il utilise cet exercice pour arriver à ses fins. Le lait est payé autour de 20 cents d'euro en Espagne, 25 cents en Allemagne, 19 en Lituanie.

Comment tenir tête à une telle concurrence? Nous espérons que le Parlement réalisera vite l'absurdité.

La ligne nature

Metrabol
BOLUS naturel après-vélage
Nettoyage et tonus

Taritral
TARIR avec la nature
sans antibiotique

Parabol
en cas de cellules
somatiques

LGC SA

ONLINE SHOP 1627 Vaulruz
www.lgc-sa.ch 026 913 79 84

Semences buissonnières
Films pédagogiques sur la production de semences

From Seed to Seed
Educational films on seed production

Saatgut ist Gemeingut
Lehrfilme zur Samenärtnerei

Semences buissonnières

Longo maï et le forum civique viennent de sortir un petit bijou: un coffret de 4 DVD pédagogiques sur la production de semences. Il s'adresse à tous ceux, jardiniers en herbe ou professionnels de la binette, qui veulent apprendre à produire des semences de légumes. Faire ses propres graines c'est aussi le début d'une autonomie alimentaire. C'est également s'affranchir des multinationales semencières. www.seedfilm.org
info@seedfilm.org, 58chf

INITIATIVE

A chaque problème une solution...

Aujourd'hui le secteur agricole dans sa majorité se porte mal. Le rapport de force en présence ne permet pas de renverser la tendance sur le marché. Pour autant, la population suisse continue de soutenir l'agriculture et pourrait ainsi créer une nouvelle donne en faveur de l'agriculture paysanne... si il lui est possible de s'exprimer par un vote populaire.



Fabian : Les coûts de production de mes grandes cultures ne sont pas couverts par les prix que je reçois, même en y ajoutant les paiements directs. Ce qui risque d'aggraver la situation pour mon colza c'est le projet d'accord de libre-échange entre la Suisse et la Malaisie car on importera plus d'huile de palme. Ne parlons pas de la betterave à sucre dont le prix est couplé au prix européen. Par ailleurs, j'aimerais bien produire des cultures fourragères pour les éleveurs des environs, mais franchement, vu le prix proposé, je ne m'y aventure même pas!

Trouver une rotation des cultures qui tienne la route tant sur le plan agronomique qu'économique, est un vrai casse-tête!

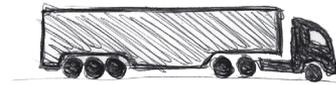
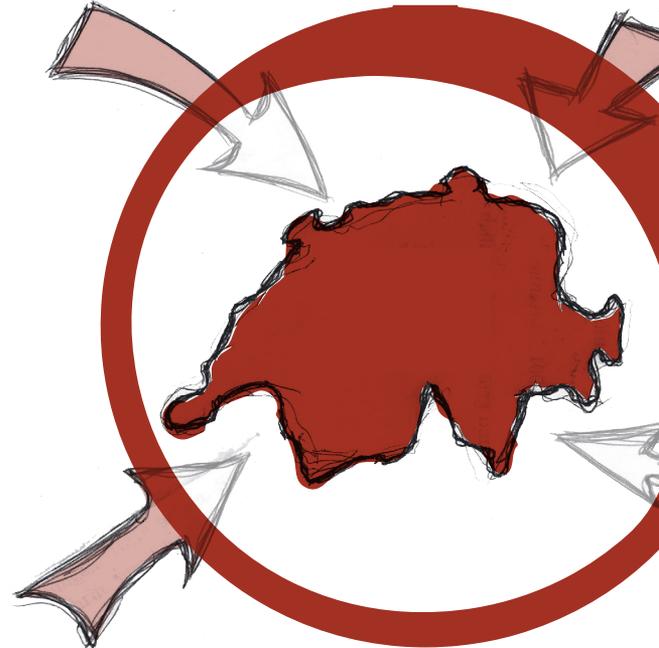
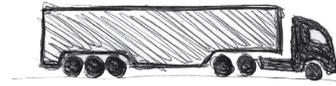
Josiane : lorsque je fais signer l'initiative souveraineté alimentaire, je parle de la nécessité d'une **juste régulation à la frontière**. C'est ce que proposent les alinéas 7 et 8 qui demandent un renforcement clair de la protection de l'agriculture suisse pour qu'elle puisse se développer. Avec de tels alinéas, des accords de libre échange qui suppriment toute protection ne sont plus possibles. Des accords commerciaux peuvent être signés bien sûr mais pour autant qu'une protection à la frontière soit conservée. Ainsi on **encourage les cultures indigènes** y compris les fourragères.

Fabian : j'ai l'impression que les décisions du Parlement qui veut toujours plus ouvrir le marché sont chaque fois en notre défaveur

Josiane : lorsqu'on m'en parle je précise aussi que les dernières décisions négatives du Parlement comme celle de renoncer à indiquer la provenance des produits transformés ou de conserver les denrées alimentaires dans le Cassis de Dijon seraient corrigées par l'initiative. L'alinéa 10 prévoit que **la Confédération peut fixer des normes indépendamment des normes internationales**. Voilà une manière de contrer les visées d'ouverture du Conseil fédéral; on peut clairement y mettre un frein.

Fabian : mais en échange, je dois renoncer aux **subventions à l'exportation**. Est-ce que mes collègues producteurs de lait de fromagerie se verraient désavantagés et devraient renoncer aux primes de transformation ou aux mesures de promotion?

Josiane : non pas du tout. Les suppléments pour le lait transformé en fromage ou le non ensilage ne sont pas touchés. Ils ne sont pas considérés comme des subventions à l'exportation. Quant aux mesures de promotion déployées pour le fromage ou le vin par exemple, elles ne sont pas non plus classifiées comme subventions. Selon le Conseil fédéral, même la loi chocolatière y échapperait suite à une décision du Tribunal fédéral. Néanmoins, ces montants-là sont menacés par les accords de l'OMC, c'est pourquoi les organisations paysannes travaillent à allouer ces montants d'une autre manière en faveur de l'agriculture suisse.



Danielle : sur mon exploitation, je travaille avec des associations qui promeuvent les **semences paysannes**. J'ai un plaisir fou à redécouvrir d'anciennes variétés. Ayant un moulin sur la ferme, je façonne également ma farine et commercialise le pain. J'ai pu constater que certaines anciennes variétés sont moins riches en gluten et permettent à des personnes intolérantes au gluten de consommer à nouveau du pain. J'aimerais développer ce secteur, augmenter la surface, commercialiser ces semences et développer un réseau d'échanges. Seulement, j'ai toujours l'impression d'être à la limite de ce que la loi autorise et les accords en cours avec l'UE me font craindre qu'un développement dans ce domaine n'ait pas d'avenir car on pourrait juger bientôt mon activité comme illégale.

Alexandre : c'est juste, le secteur des semences est de plus en plus en mains des firmes privées et malheureusement, nombre de lois sont développées en leur faveur. Produire des semences paysannes, c'est possible, tant que cela reste une activité de niche. Dès que l'on veut que cela devienne rentable, c'est le casse-tête et on devient vite des hors la loi ou des «receleurs de semences» comme le disent nos amis français. Eux subissent d'ailleurs des lois bien plus strictes que nous. Tu as raison, il y a un risque que petit à petit nous soyons mangés à la même sauce. Voilà pourquoi dans l'initiative, nous avons, par anticipation, rédigé un article qui permet de garantir **le droit à l'utilisation, la multiplication, l'échange et la commercialisation des semences**. Avec cette mesure, nous sommes parfaitement en phase avec les revendications de nos collègues à travers le monde qui subissent les pressions des brevets des multinationales. Les semences ne devraient pas être privatisées. C'est pourquoi l'initiative demande également d'**interdire les OGM** dans l'agriculture. Rappelle toi, le moratoire s'achève en 2017, c'est déjà demain! Il faut prévoir cette échéance.

Jean-Luc : en tant que **producteur de lait** d'industrie, je tombe des nues face au marché qui ne fonctionne absolument plus. On est aujourd'hui, en 2015, en claire sous-production. Les quantités ont été réduites, nombre de mes collègues ont été forcés à arrêter la production. Malgré cela, par rapport à 2014, le pourcentage de lait B est plus important. On m'oblige aussi à produire du lait C alors que franchement au prix mondial, je m'en passerai bien! Je préfère renoncer à deux vaches et réduire la production de la ferme plutôt que de travailler pour m'endetter.

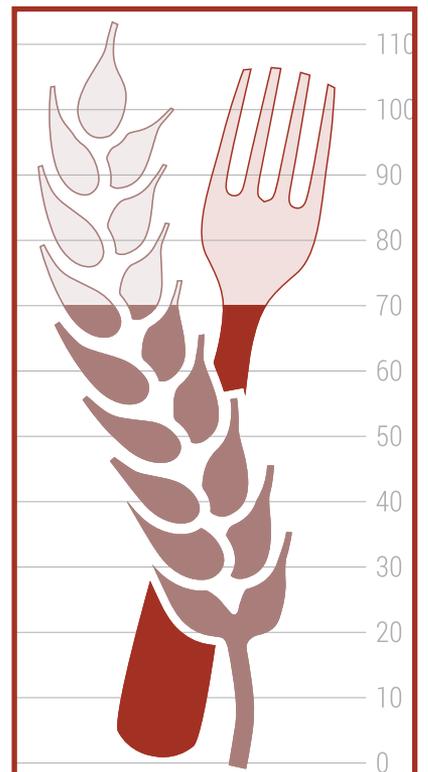
Sandra : à tous ceux qui ont toujours affirmé que le marché c'est l'offre et la demande et qu'il se régule seul, la filière laitière est bien le contre-exemple. Dans la filière du lait d'industrie, la concentration du pouvoir de décision dans la main de 4 transformateurs est un vrai problème. Si nous voulons obtenir des **prix équitables** pour nos produits, il faut absolument pouvoir gérer les quantités produites. Pour ce faire, il faut un minimum de surveillance de l'Etat. Celui-ci doit soutenir la création d'organisations paysannes chargées de réguler la production en fonction des réels besoins de la population.

Jean-Luc : la segmentation tant vantée par l'IP lait ne fonctionne pas. Dans une telle configuration, le prix du lait devrait prendre l'ascenseur. Pourtant il est passé sous la barre des 50cts, du jamais vu!!! On ne peut plus continuer comme cela, c'est l'industrie, qui mène le bal toute seule.

Sandra : L'Etat doit garantir une transparence sur le marché. Aujourd'hui, nous n'avons plus de droit de regard sur la formation des prix qui sont dictés par des distributeurs qui sont souvent propriétaires des transformateurs. Il n'y pas que les paysans qui se plaignent de cette opacité; les consommateurs, les politiciens, les journalistes aussi.



**INITIATIVE:
70'000 SIGNATURES
ON CONTINUE!**



Avec plus de transparence et une régulation des quantités, on peut clairement espérer une réévaluation des prix à la production, c'est bien ce que **l'initiative souhaite mettre en place par ses alinéas 5a et 5b.** Et puis les distributeurs se font de telles marges qu'il n'est pas automatique que cette hausse des prix à la production soit entièrement répercutée sur le consommateur. Une alliance entre paysans et consommateurs est indispensable. A plusieurs reprises la plupart d'entre eux ont dit qu'ils étaient prêts à payer plus si la différence revenait au paysan.

Illustrations: Mireille Clavien

initiative



www.souverainete-alimentaire.ch

**CONTACTS
INITIATIVE**

Salvatore Pittà
coordinateur romand
079 904 63 74
s.pitta@uniterre.ch

Mireille Clavien
021 601 74 67
m.clavien@uniterre.ch

Bureau Uniterre
021 601 74 67

AGROÉCOLOGIE

Marché urbain: alternative à la grande distribution

Pascal Viande s'est associé avec Colette et Luc «Lucky» Rempe en 2000, Noémie Deppierraz les a rejoint cinq ans plus tard en tant qu'employée. Amis d'enfance et bergers, Colette, Lucky et Pascal souhaitaient exercer leur passion et construire un modèle économique viable. Chaque associé a fait quelques concessions pour que chacun y trouve son compte. Ces compromis leur ont permis de n'en faire aucun envers le système agro-alimentaire en place et de pratiquer leurs métiers dans le respect de l'environnement.



Noémie et Pascal devant leur ferme.

Pascal est en charge de la traite et du soin des 75 brebis et 3 béliers qui constituent leur troupeau. Il est totalement dévoué à ses bêtes et c'est lui qui tenait à ce que leur domaine soit en bio. Fils d'agriculteurs conventionnels, il a été dégoûté par les traitements chimiques et a développé une grande conscience

écologique. Pour Lucky, fromager de formation, c'est la proximité qui prime. C'est lui qui fromage chaque matin pendant la belle saison, il aime expérimenter de nouveaux produits -fromages ou yogourts- et varier sa production. Il est passionné par le travail du lait de brebis, plus riche, plus évolutif et selon lui plus facile à travailler que le lait de vache. Avec sa femme Colette, ils font plusieurs marchés par semaine. En hiver, vu qu'il ne fromage plus, il travaille au télésiège de Vaulion. Ses revenus sont réinjectés dans la SA. Noémie aide quant à elle Pascal pour le soin des animaux, fait deux marchés par mois et vend également des tisanes. En été, elle s'occupe de l'alpage proche, loué à la commune, où ils mettent les agneaux à pâturer avec des génisses de paysans bios.

Grâce à ce modèle économique, le domaine du Petit Boutavent est financièrement sain, tout le fromage est vendu en direct, tout comme la viande d'agneau à la fin de l'été. Et l'Etat, via les paiements directs, ne les subventionne qu'à hauteur de 25%. Cette répartition des tâches et des revenus permet aussi

à chaque famille (deux enfants en bas âge pour Noémie et Pascal, et 3 jeunes adultes pour Colette et Lucky) de partir à tour de rôle deux semaines en vacances en automne. Après des années de dur labeur et d'investissements, pour la réfection des deux habitations puis la construction d'une nouvelle bergerie, les habitants du Petit-Boutavent ont, au fil des saisons, un niveau de vie décent et une existence agréable. L'entraide prime mais chacun gère ses tâches comme bon lui semble.

Pour Lucky c'est clairement le marché urbain qui est la meilleure alternative à la grande distribution. D'une part parce qu'elle évite tout intermédiaire et leur permet ainsi de pratiquer des prix corrects et d'avoir une clientèle large et hétérogène. D'autre part c'est une excellente solution pour le consommateur, qui peut trouver de nombreux produits locaux au même endroit. Et qui apprécie de pouvoir rencontrer les producteurs. Cependant, d'après cet ancien président du Marché Paysan: «ce modèle n'est pas assez soutenu et encouragé par les villes, il faudrait

que les producteurs soient favorisés par rapport aux revendeurs, et que l'attribution des emplacements ne dépende pas uniquement de la police».

Grâce aux bons rapports entretenus avec une clientèle largement composée de fidèles, les associés ont également réussi à financer une partie de la nouvelle bergerie. Après une dizaine d'années dans une vieille étable peu commode qui posait de nombreux problèmes d'hygiène, il était en effet nécessaire que les brebis aient un abri plus grand et adapté, où le travail de l'homme soit aussi optimisé. Par un système de parrainage, de nombreux clients ont participé aux frais que les emprunts et fonds propres ne suffisaient pas à couvrir. Une fois la bergerie -modulable et entièrement construite avec du bois du domaine et beaucoup de matériel de récupération- terminée, ceux-ci ont été invités à un grand méchoui. Une manière de plus de tisser des liens, de valoriser les métiers de la terre et de sensibiliser les consommateurs aux modes de production de leur nourriture.

Eline Müller, Pissenlit

Plus de 100 variétés cultivées dans les champs!



Gilles Roch du domaine des Biolletes à Ballans a été un des premiers agriculteurs du canton de Vaud à produire des légumes biologiques. En raison de demandes de certains de leurs clients, lui et ses parents ont décidé, à la fin des années 80, de changer leur méthode de production et de réduire les traitements chimiques. Ils ont commencé par mettre 10 de leurs 30 hectares en culture biologique. C'était un début difficile car à l'époque il n'existait aucune formation, il fallait trouver des solutions dans les livres et par leurs

nombreuses expériences personnelles. En outre, le compost n'était pas de la même qualité qu'aujourd'hui car il contenait du plastique et des grands morceaux de bois: «On avait plutôt l'impression de polluer nos terrains en mettant du compost». Il lui a fallu jusqu'à huit ans pour remettre de la vie dans le sol qui avait souffert des traitements chimiques pendant des années.

Dès 1998, l'entreprise de la famille Roch était une petite centrale de distribution avec conditionnement qui travaillait quasiment exclusivement

pour les grands distributeurs. Lorsqu'ils ont perdu leurs gros clients en 2003 et 2005, Gilles et son épouse Pascale ont compris que l'entreprise était très vulnérable de par sa dépendance à la grande distribution. Ils se sont mis à la vente directe et ont créé le marché des Biolettes.

Ils sont aujourd'hui présents aux marchés de Nyon, Morges et Lausanne et composent des paniers de légumes pour «le jardin potager», une coopérative d'agriculture contractuelle de proximité qui a été fondée en 2005 pour promouvoir la souveraineté alimentaire. «Tout ce qu'on fait, on le fait avec le respect du sol, mais après c'est aussi le respect de la filière jusqu'au consommateur».

Avec le temps, la surface du domaine a augmenté de 20 à 50 hectares, et on y cultive aujourd'hui une centaine de variétés de légumes, du blé, du seigle, de l'épeautre et du colza. De plus, on y produit des semences de céréales pour l'Association suisse des sélectionneurs (ASS). Pour trouver des niches de marché, Gilles fait souvent des essais avec différentes variétés de légumes, comme par exemple le chou frisé Catherine de Russie ou des carottes coniques -roses à l'extérieur et jaunes à l'intérieur- avec lesquelles il a eu beaucoup de succès

auprès de ses clients.

Il s'intéresse également aux pratiques de la permaculture, mais il pense qu'il n'est pas possible d'appliquer cette méthode sur des grandes surfaces. «Il faudrait que les gens qui s'intéressent à travailler la terre viennent et que chacun -ou une petite famille- ait un bout de terrain et vive en autarcie ici, tout en faisant autre chose à côté le reste du temps. Mais ce n'est pas fait pour les agriculteurs qui sont de moins en moins disponibles, car il y a de plus en plus de travail sur les fermes. On peut le faire à petite échelle pour apprendre par observation, et le fait que la permaculture existe va nous donner des idées afin d'améliorer notre manière de cultiver».

A l'avenir, Gilles souhaite encore améliorer sa manière de travailler sur l'exploitation afin d'augmenter son niveau d'autonomie, et diminuer la pollution. Il aimerait par exemple installer des panneaux solaires sur le toit du hangar afin de produire l'électricité pour les frigos, qui sont très gourmands en énergie. Il espère que des machines agricoles électriques vont arriver bientôt sur le marché.

Regula Guevara, Pissenlit

AGROECOLOGIE

Tout est question de diversité et d'équilibre



Pour **Eric Duc** de Chavannes-sur-Moudon, il ne faut pas confondre paysan et agriculteur. Plus qu'un métier, la paysannerie est une passion et un mode de vie. Etre paysan, c'est exercer une multitude d'activités qui servent toutes à nous nourrir, comme le faisaient nos ancêtres avant la chimie, avant le productivisme, avant la suprématie de l'agroalimentaire ou les paiements directs. L'agriculteur, lui, n'est qu'un technicien au service de cela, un gratte-papier qui court après des primes. Eric a été très déçu lors de son apprentissage. «Apprendre à remplir des bilans

de fumure, je trouve ça complètement inutile. Ca ne m'a pas du tout intéressé, c'était trop technique. En fait, on nous a surtout appris à acheter; à acheter du nouveau surtout, des nouvelles semences, des engrais... J'ai bien plus appris avec mon père étant enfant, puis avec les copains, et après en passant en bio».

Et il n'y a pas qu'à l'école que ça se passe comme ça. Au début il était sélectionneur, on leur disait qu'il fallait racheter des plants chaque année, car les plants fermiers finissaient toujours virosés et ils étaient censés traiter contre le mildiou. Lui n'a jamais fait ni l'un ni

l'autre, voilà 10 ans qu'il a les mêmes plants et ils n'ont jamais été aussi beaux. Il a eu une seule fois du mildiou, deux ronds qu'il a fauché, il a même laissé les rames sur place et en hiver il n'a pas eu une seule patate pourrie. Pour lui les engrais et les produits phytosanitaires sont inutiles. «Il faut sortir des sentiers conventionnels, la vie est bien mieux faite que ce qu'on nous enseigne! Les plantes s'adaptent à tout, même si on va au devant d'années sèches, si on resème nos propres céréales, locales, les plantes vont gentiment se préparer à tout ça». Ces céréales seront aussi beaucoup plus assimilables pour l'homme, contrairement à celles du commerce, qui gavent plus qu'elles ne nourrissent.

Ainsi Eric Duc produit-il toutes ses semences, de céréales comme de légumes, et il cultive des variétés de blés anciens. Ce qui a eu un impact très positif sur sa santé (il souffre d'hypertension) depuis qu'il mange de la farine de blés anciens il a quasiment pu arrêter les médicaments. Il a aussi eu une très bonne surprise avec ses poules; son visage s'illumine tandis qu'il raconte «ça a été une expérience magnifique! Voilà plus de 20 ans que je leur donne uniquement mes céréales. Avant c'était du blé moderne, et elles ne poussaient pas du tout pendant l'hiver, vu que je ne les poussaiss pas. Quand j'ai

commencé avec les céréales anciennes c'était en hiver et elles avaient déjà arrêté de pondre, et bien une semaine après elles se sont remises à pondre! Maintenant, avec mes blés anciens, j'ai des œufs toute l'année».

Pour Eric Duc, tout est question de diversité et d'équilibre. Diversité des activités et des espèces. Comme ses ancêtres il est tour à tour maraîcher, vacher, meunier, cultivateur, bûcheron, apiculteur, sélectionneur ou porcher. Mais son but n'est pas non plus la diversification avec pour objectif de vendre. Avant de vivre de la vente de ses produits, la famille Duc tâche déjà de vivre de ses produits. Et si celle-ci vit à presque 50% des paiements directs on ne peut pas dire que beaucoup de ses revenus partent dans les besoins vitaux. C'est cette autonomie du ménage qui impressionne ici. Presque rien ne vient de l'extérieur, même les pâtes. Quant aux abeilles, elles ne reçoivent qu'un peu de sirop maison fait à base de jus de pomme du domaine juste avant l'hiver. Pour le reste un jardin «un peu en chenit» –rempli de fleurs, de déchets végétaux, des arbustes dans chaque recoin – un magnifique verger et des cultures en bio depuis 15 ans forment leur principale nourriture. Et leur miel est délicieux.

Eline Müller, Pissenlit

Richesses des expériences partagées

Durant tout l'été, l'association Pissenlit a réalisé un travail de recensement, de mise en réseau et en lumière des paysans vaudois aspirant à plus d'autonomie et respectant d'avantage l'environnement, tout en mettant la biodiversité à profit.

Les quatre étudiants du WWF qui forment l'Association Pissenlit, et dont nous avons déjà parlé dans le numéro précédent, ont terminé leur projet «de Paysan à Paysan». Ou du moins la phase pilote de celui-ci. Au final, ils ont interviewé vingt-quatre paysans pendant de nombreuses heures qui ne leur ont pas parues longues du tout, tant ces échanges furent passionnants. La moitié de ces travailleurs de la terre ont eu le droit à un portrait mettant en avant certaines de leurs pratiques, six sont parus dans ce journal, et six autres, sous la forme de mini-films, sont à voir sur le site d'Uniterre.

En plus de mettre en valeur ces bonnes pratiques et de favoriser l'échange de celles-ci –par le biais d'un répertoire et d'une cartographie disponible sur la plateforme agroécologie suisse– le projet visait à recenser et analyser les contraintes, motivations et besoins des agriculteurs, ainsi que leur sensibilité écologique. Les jeunes environnementalistes se sont vite rendus compte que la majorité des contraintes, pour les

agriculteurs, étaient liées aux problèmes profondément structurels de l'agriculture contemporaine. Qu'il s'agisse de la schizophrénie de la politique agricole suisse ou des pressions exercées par l'industrie agroalimentaire et la grande distribution, ce sont principalement contre des choses sur lesquelles ils n'ont que trop peu d'emprise que se battent les paysans vaudois. L'immense majorité d'entre eux dit souhaiter «pouvoir vivre de son métier» quand la problématique des besoins est évoquée. Et, à la question corollaire du sens de ce métier, presque tous ont évoqué la satisfaction ressentie lorsqu'ils peuvent «produire une alimentation saine et de qualité, le plus naturellement possible, avec un minimum d'intrants».

Concernant les besoins concrets, Pissenlit en a identifié plusieurs. Les plus urgents semblent liés:

- à la transmission des savoirs, au niveau de l'enseignement de base, de la vulgarisation ou des échanges entre professionnels (manques ressentis au niveau

de l'enseignement de l'agriculture biologique dans le cursus conventionnel, de la valorisation des expériences réalisées sur les domaines ou des cours de pédologie et de biologie du sol, etc.)

- aux moyens d'écouler les productions (manque d'alternatives entre la vente directe et la grande distribution principalement, à des consommateurs pas assez sensibilisés sur ce qui est véritablement local, à des producteurs pas assez privilégiés sur les marchés ou à la perte de confiance envers les coopératives paysannes, etc.).

Eline Müller, Pissenlit
<http://agroecologiesuisse.blogspot.ch/>



Ferme sans OGM



Bâche solidaire «ferme sans OGM»

En 2017 prend fin le moratoire sur les OGM en Suisse. La campagne commence!

Commandez votre bâche solidaire à StopOGM et affichez votre refus des OGM!

Dimensions: 250 x 100cm
Impression sur matériau de bâche camion 500g/m² Lavable.
Ourlets et Œillets tout autour de la bâche pour fixation

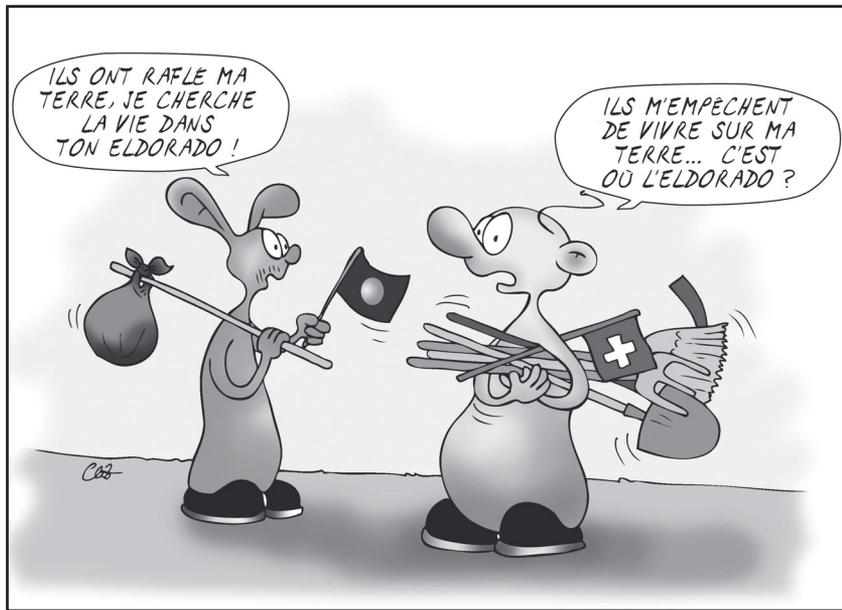
Prix : 150 CHF (comprend les frais d'envoi) l'unité
250 CHF pour deux

Commande info@stopogm.ch
077 400 70 43



PERSPECTIVES

Paysans-migrants: des vies précarisées



«Paysans en révolte!». C'était en automne 2009; de grandes banderoles, fixées sur de grosses balles de foin entassées aux abords des fermes, clamaient leur révolte aux passants et aux automobilistes. Les paysans défrayaient la chronique par des actions-chocs qui en disaient long sur leur exaspération. A Saingnégier (JU) le 23 octobre de la même année, la conseillère fédérale Doris Leuthard, alors ministre de l'économie, en a fait l'amère expérience quand des éleveurs laitiers l'ont conspuée et l'ont bombardée de leurs bottes.

La misère touche de plein fouet de plus en plus de moyens et petits paysans dans nos campagnes. Ce qu'ils gagnent sur leur production laitière ou céréalière ne leur permet plus de vivre. Ils sont

pris à la gorge par les prix que leur imposent Migros et Coop qui détiennent un quasi monopole. Ils étouffent sous les mesures que leur dicte la politique agricole décidée par la Confédération. Ils se sentent comme une monnaie d'échange en faveur de l'exportation de notre industrie. Le nombre d'exploitations paysannes qui mettent chaque jour la clef sous la porte donne le vertige. Beaucoup désespèrent, comme leurs collègues de l'Union européenne, français en particulier.

Parallèlement, de nombreux étrangers viennent chez nous avec l'espoir d'y vivre dignement et débarrassés de cette peur au ventre qui les tenaillait dans leur propre pays. Leur espoir est anéanti par le refus de nos autorités.

Poussés dans la précarisation, interdits de travail, soumis à une vie dépourvue d'intimité dans des centres, frappés d'un décret d'expulsion, prostrés dans la hantise du lendemain; voilà à quoi ils sont réduits par les lois de plus en plus drastiques que le souverain a votées avec cette peur de l'étranger que les chantages xénophobes entretiennent systématiquement, faisant des migrants leur fond de commerce.

La Suisse, îlot au milieu de l'Union européenne, partage avec cette dernière les mêmes craintes à l'égard des immigrants, érige les mêmes barrières, préconise les mêmes remèdes. L'Occident chrétien se barricade face à une détresse humaine venue du Sud dont il porte une lourde part de responsabilité. Car la politique de conquête économique que l'Occident ne cesse de déployer dans les pays du Sud, les pratiques prédatrices qu'y exerce nos transnationales, ne sont-elles pas celles qui déposent les paysans africains et latino-américains de leurs terres? Leurs effets pervers ne poussent-ils pas des centaines de milliers de paysans à venir grossir les bidonvilles de centres urbains qu'une industrie insuffisante ne peut pas absorber? Plongés dans une existence sans avenir, faut-il s'étonner que ceux qui parmi eux le peuvent, souvent avec l'aide de proches qui se sont cotisés pour leur payer un voyage hypothéqué par tous les dangers, viennent frapper à la porte de l'eldorado qu'ils croient trouver chez nous?

Mais quel rapport cette vie subie par les migrants a-t-elle avec les conditions

de plus en plus impossibles imposées aux paysans chez nous? Aucun au premier abord! Pourtant, en cherchant ne serait-ce qu'un peu, on découvre que les uns et les autres subissent les mécanismes pervers des mêmes politiques économiques, des mêmes pouvoirs financiers, des mêmes acteurs qui au plus haut niveau agissent ici et là -bas.

André Jufer, pasteur à la retraite

Ce texte d'une grande actualité constitue l'édition de la brochure «Migrants et paysans dans la tourmente», 2012 du CPRSI, téléchargeable sur le site Uniterre. L'illustration, de Christian Zilocchi de Morges, illustre la page de titre.

André Jufer est l'auteur du livre: «Quand les déshérités souffrent, les multinationales dansent», Editions de l'Aire, 2014, 364 p.

AGENDA

- 5 novembre, 19h30**
Fête pour les récolteurs, Local du POP, rue de l'Écluse 46, Neuchâtel
- 18 novembre 19h30**
Fête pour les récolteurs, Espace Nouvelle Terre, rue du Grand-Verger 12 - Martigny
- Début décembre: suite à notre appel à soutien pour la coopérative de raisins Al Sanabel en Palestine, Raed sera à Genève. Date exacte sur le site.**

www.uniterre.ch/agenda
www.souverainete-alimentaire.ch/agenda

CONTACTS SECTIONS

Neuchâtel
Philippe Reichenbach
079 640 89 63

Genève
Rudi Berli
078 707 78 83

Fribourg
Stéphane Mauron
026 655 16 27

Vaud
André Muller
021 652 75 50

Jura
021 601 74 67

Chablais
Pierre Moreillon
024 499 21 17

50ct/litre de lait pour le paysan: **SCANDALE!**

EXIGEONS:

1.-/litre de lait
pour les
paysans



commerce équitable
pour les
consommateurs

HALTE AU DUMPING!



Uniterre utilise les logiciels Cresus. Et vous? Maintenant avec plan comptable pour l'agriculture!
Cresus Comptabilité, Cresus Salaires et Cresus Facturation: le trio gagnant

www.cresus.ch



www.uniterre.ch

Responsable du journal:
Valentina Hemmeler Maïga v.hemmeler@uniterre.ch

Imprimerie, annonces:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs, 1450 Sainte-Croix, Tél. 024 454 11 26

Secrétariat du syndicat:
Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne.
Tél: 021 601 74 67, Fax 021 617 51 75,
Courriel: info@uniterre.ch

Abonnements et changements d'adresse:
Claude Mudry, Bellevaux 50, 2518 Nods, 079 365 76 10, c.mudry@uniterre.ch
Cotisations annuelles Paysan: Fr. 200.-
Sympathisant: Fr. 150.- **Soutien:** Fr. 400.-
CCP 17-6872-4, Banque Raiffeisen, Compte Uniterre No 28496.55, 1564 Domdidier

Commission «par l de lait, 1.- pour le paysan»:
Nicolas Bezençon, 021 601 74 67, lait@uniterre.ch
Commission grandes cultures et viande:
Nicolas Bezençon, gvciande@uniterre.ch

Commission internationale Uniterre:
Rudi Berli, av. des Gares 15, 1201 Genève
Tél. 078 707 78 83, ciu@uniterre.ch
Coordination Européenne Via Campesina:
Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch
Commission vente directe:
Nicolas Bezençon, n.bezencon@uniterre.ch
Commission jeunes-accès à la terre:
Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch
Président: Charles-Bernard Bolay charles-bernard@bluewin.ch
079 409 14 42